

Quelle politique l'Europe devrait-elle adopter face à la Russie ?

Auteur : Robin Niblett



L'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 et le soutien que cette dernière fournit aux groupes séparatistes dans l'est de l'Ukraine ont provoqué une vigoureuse réaction diplomatique et économique de la part de l'Union européenne, de telle sorte que les relations entre la Russie et l'Europe n'ont jamais été aussi tendues depuis la fin de la guerre froide. Robin Niblett analyse, dans le "Rapport Schuman sur l'état de l'Union" qui vient de paraître, les évolutions possibles. Au mieux, l'Union européenne et la Russie se dirigent à présent vers une situation d'impasse durable. Au pire, si Moscou continue d'attiser des conflits dans la région, les relations euro-russes risquent de subir bientôt une grave détérioration.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Michel Albert **Fondation** : Rapport Schuman - Croissance/régulation - Démocratie **Elections** : Finlande **Crise financière** : OCDE - Espagne - Grèce **Conseil européen** : Conclusions **Commission** : Fiscalité - Social - Grèce **Conseil** : Agriculture/Pêche **Diplomatie** : Conseil - Proche-Orient **BCE** : Inauguration **Allemagne** : Grèce - Technologies **Danemark** : Groenland **France** : Valls/Bruxelles **Grèce** : Lois **Italie** : France - ONU **Pologne** : Défense **Portugal** : France **Roumanie** : Ukraine **Royaume-Uni** : Budget **Turquie** : Gaz **Ukraine** : Avenir/UE - Horizon 2020 - Loi/autonomie **Islande** : Avenir/UE **Suisse** : Fiscalité **Conseil de l'Europe** : Ukraine - Convention **OCDE** : fiscalité **Eurostat** : Commerce - Asile - Inflation - Emploi **Culture** : Expo/Paris - Expo/Rome - Art/Paris

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Disparition de Michel Albert



C'est l'un des Européens les plus influents qui disparaît avec Michel Albert. Inspecteur français des Finances, il n'a jamais cessé d'œuvrer pour l'intégration européenne et en faveur de l'Euro au long d'une carrière particulièrement prestigieuse, à la Commission européenne, au Commissariat général du Plan en France, au sein du Conseil de politique monétaire de la Banque de France. Intellectuel engagé, auteur de nombreux ouvrages, il théorisa le "capitalisme rhénan" (1991), c'est-à-dire un modèle d'économie sociale de marché typiquement européen. Michel Albert fut, pour la France et l'Europe, l'artisan d'une modernité puisée dans l'observation de l'économie et une profonde aspiration à la justice sociale qui l'ont conduit aux plus hautes fonctions à la tête des Assurances générales de France. L'Europe perd l'un de ses plus brillants animateurs, la France l'un de ses plus actifs modernisateurs et la Fondation Robert Schuman l'un de ses inspirateurs... [Lire la suite](#)

Fondation :

Publication de l'édition 2015 du rapport Schuman sur l'état de l'Union



La 9e édition du Rapport Schuman sur l'état de l'Union vient de paraître. Il offre une opportunité de mieux comprendre les enjeux à venir : renforcement de la zone euro, place de la France et du Royaume-Uni en Europe, sécessionnismes régionaux, croissance et emplois, investissements et financement de l'économie européenne, Union de l'énergie, immigration, terrorisme, défense européenne et défis de sécurité à l'Est et au Sud, enjeux transatlantiques, etc. Cet ouvrage annuel de référence contient cette année un entretien avec Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne. Le Rapport Schuman 2015 sur l'état de l'Union est disponible en librairie, sur le site de la Fondation et en version numérique... [Lire la suite](#)

Croissance et régulation



Le Conseil des Notariats de l'Union européenne (CNUE) organise le 24 mars à Bruxelles une conférence sur le thème "croissance et régulation", conjointement avec la Fondation Robert Schuman. Les discussions s'organiseront autour de deux panels "La régulation sert-elle la croissance ?" et "Comment réguler efficacement ?". Le président de la Fondation, Jean-Dominique Giuliani, participe au premier panel... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

"Déficit démocratique ou divergences gouvernementales?"



Une table ronde réunit le 24 mars à Bruxelles Andrew Duff, Président d'honneur de l'Union des fédéralistes européens, Richard Youngs, associé senior au Carnegie Europe, et Julien Zalc, consultant pour TNS opinion et qui a publié plusieurs études pour la Fondation Robert Schuman. A l'heure où l'Union européenne connaît une crise de légitimité démocratique, les intervenants aborderont notamment les questions du déficit démocratique au sein de l'Union européenne, de l'opinion des citoyens sur l'Europe et sur la zone euro, et la façon de réformer l'Union européenne afin de réduire les divergences entre les gouvernements... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Elections :

Élections législatives en Finlande le 19 avril



Le 19 avril, 4,5 millions de Finlandais vont renouveler les 200 membres du Parlement (Eduskunta/Riksdag) élus tous les 4 ans au sein de 12 circonscriptions au scrutin proportionnel selon la méthode d'Hondt (au scrutin uninominal à un tour dans les îles Åland). Il n'existe pas de seuil électoral à atteindre pour entrer au Parlement. Un tel seuil aurait en effet rendu difficile la représentation de la minorité suédophone du pays. Le Parti du centre (KESK) caracole en tête avec 24,9% des intentions de vote dans la dernière enquête réalisée par l'institut d'opinion Taloustutkimus pour la chaîne de télévision Yle Uutiset, Il est suivi par le Parti social-démocrate, qui recueillerait 16,8%, et le Rassemblement conservateur (KOK) du Premier ministre Alexander Stubb 16,2%. Les Vrais Finlandais (PS) remporteraient 15,4% ; l'Alliance des gauches (VAS) et les Verts (VIHR) 8,8% chacun et le Parti du peuple suédois (SFP) 4%... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Évaluation économique intermédiaire de l'OCDE



Selon la dernière évaluation économique intermédiaire de l'OCDE présentée le 18 mars, la croissance mondiale s'accélère, portée par la faiblesse des cours du pétrole et l'assouplissement monétaire. Le rythme à court terme de l'expansion reste pourtant modeste, sur fond de taux d'inflation et de taux d'intérêt anormalement bas qui révèlent l'existence de risques d'instabilité financière. En particulier, la zone euro devrait voir son activité économique croître de 1,4 % en 2015 et de 2 % en 2016. L'OCDE enregistre pour l'Allemagne une progression de 1,7 % en 2015 et de 2,2 % en 2016, de 1,1 % en 2015 et de 1,7 % en 2016 en France, et de 0,6 % en 2015 et de 1,3 % en 2016 en Italie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Réforme de la formation professionnelle en Espagne



Le 20 mars, le gouvernement espagnol a approuvé une réforme concernant la formation professionnelle. Cette réforme vise à permettre un meilleur accès à des emplois de qualité, ainsi qu'à renforcer la transparence et éviter la fraude dans la gestion des ressources dédiées à la formation professionnelle. Cette réforme permettra de mettre en place une programmation stratégique pluriannuelle afin que la formation soit en concordance avec les besoins présents et futurs du marché du

travail. Un registre de formation sera tenu pour chaque travailleur, afin de certifier de son parcours. La téléformation et la formation continue seront encouragées, particulièrement dans les petites et moyennes entreprises... [Lire la suite](#)

La Grèce doit lutter contre la corruption



Le groupe de travail de l'OCDE sur la corruption a publié le 20 mars un rapport sur la mise en œuvre par la Grèce de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Dans ce rapport, l'OCDE constate une corruption importante en Grèce en matière d'échanges commerciaux transnationaux et invite le gouvernement à s'impliquer plus activement dans la lutte contre la corruption transnationale, au même titre que la corruption interne. Le groupe de travail a également fixé plusieurs objectifs, à savoir sensibiliser les entreprises, mettre en œuvre une procédure efficace de détection de ces pratiques, investir plus de fonds dans la lutte contre la corruption. Le rapport relève tout de même les avancées positives réalisées par la Grèce dans ce domaine telles qu'une clarification de la loi anti-corruption ou un alourdissement des sanctions... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil européen :

Conclusions du Conseil européen



Les 28 chefs d'État et de gouvernement ont approuvé les 19 et 20 mars les plans de la Commission pour une Union de l'énergie et discuté des moyens de renforcer la croissance économique et l'emploi et gérer l'insécurité aux frontières de l'Europe. Ils ont également discuté du Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP). Tous les gouvernements de l'UE soutiennent la conclusion d'un accord ambitieux, global et mutuellement bénéfique avant la fin de l'année 2015. Sur le dossier Russie/Ukraine, l'objectif ultime demeure une solution politique durable à la crise, en respectant la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Ukraine; les dirigeants ont appelé toutes les parties à mettre en œuvre rapidement et intégralement les accords de Minsk. Sur la Libye, ils ont appelé à un cessez le feu immédiat et inconditionnel et à un gouvernement d'unité nationale. Ils ont condamné l'attaque terroriste effroyable perpétrée contre la Tunisie. Enfin, ils ont approuvé que M. Jeppe Tranholm-Mikkelsen devienne le prochain Secrétaire général du Conseil... [Lire la suite](#)

Commission :

La Commission présente son paquet de mesures sur la transparence fiscale



La Commission a présenté, le 18 mars, des mesures sur la transparence fiscale afin de lutter contre l'évasion fiscale et la concurrence fiscale au sein de l'UE, qui priveraient les Etats membres de plusieurs milliards € par an et qui vont à l'encontre du partage des richesses entre les contribuables et de la libre-concurrence entre les entreprises. Un élément clé vise la mise en place d'un échange automatique d'informations entre les Etats membres concernant leurs décisions fiscales, tous les 3 mois. La commission a présenté une communication visant à réviser le code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises et à quantifier l'ampleur de la fraude et de l'évasion fiscales. Deux propositions législatives seront soumises au Parlement européen et au Conseil, et un accord devrait être trouvé avant la fin de l'année pour entrer en vigueur dès le 1er janvier 2016... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Réunion du Sommet social tripartite



Le Sommet social tripartite s'est réuni à Bruxelles le 19 mars. Ce sommet réunit deux fois par an les partenaires sociaux (employeurs européens et représentants des salariés), la Commission européenne, les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les ministres de l'emploi et des affaires sociales du pays détenant la présidence du Conseil. A cette occasion, l'emploi, la croissance et les priorités d'investissement pour l'Europe ont été abordés, à travers la préparation du semestre européen de coordination des politiques économiques et celle des programmes nationaux prévue pour avril. Jean-Claude Juncker a rappelé que le dialogue social, qui permettait de cibler les problèmes afin de créer des emplois, d'investir et de stimuler la croissance, était essentiel au fonctionnement de l'économie de marché... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

2 milliards € pour la Grèce

La Commission européenne a mis à disposition de la Grèce "deux milliards € pour l'année 2015" provenant de fonds européens non



utilisés, a annoncé le 20 mars son président, Jean-Claude Juncker. Ces fonds "ne viendront pas renflouer les caisses de l'État grec", a-t-il précisé. Mais ils pourront être utilisés "pour renforcer les efforts en faveur de la croissance et de la cohésion sociale", notamment "en réponse au problème massif de chômage des jeunes". Reconnaisant que la Grèce souffrait d'une "crise humanitaire", il a expliqué avoir présenté au Premier ministre grec Alexis Tsipras la semaine dernière un document sur les possibilités pour que le pays absorbe plus efficacement les fonds structurels européens. "Nous avons mis en place une équipe technique à Bruxelles pour aider les autorités grecques à pouvoir absorber ces fonds disponibles et notre +task force+ à Athènes a été instaurée pour travailler en bonne intelligence avec les autorités grecques, a poursuivi M. Juncker... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil :

Agriculture biologique, simplification de la PAC et secteur laitier



Les 28 ministres européens de l'agriculture et de la pêche réunis le 16 mars ont notamment abordé la question de l'agriculture biologique et sa réglementation : s'ils se sont accordés sur le fait qu'une approche harmonisée européenne pourrait répondre au problème de la présence de substances non autorisées dans les produits biologiques, la mise en place de mesures juridiquement contraignantes ne fait pas l'unanimité. Concernant les importations, la majorité des ministres se sont positionnés en faveur d'un passage progressif à un régime de conformité, quoique certaines dérogations ainsi qu'une période de transition seraient nécessaires. Concernant la PAC, les ministres ont affiché leur volonté de simplifier les paiements directs, prioritairement pour les mesures d'écologisation et de contrôle. Ils ont débattu de l'abolition du système des quotas laitiers dès le mois d'avril, certains ministres craignant que la volatilité des prix du lait ait un effet néfaste sur les producteurs... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Afrique, Libye, Stratégie UE pour la Syrie et l'Irak, Bosnie-Herzégovine



Le 16 mars, les 28 ministres des Affaires étrangères ont débattu des relations avec l'Afrique (Somalie, Mali, Burundi, Libye). Ils ont relancé le rapprochement avec la Bosnie-Herzégovine et donné leur aval pour l'entrée en vigueur de l'Accord de stabilisation et d'association. Cet accord, signé en 2008, n'a jamais permis au pays, jusqu'alors, d'avancer vers l'adhésion à l'UE, et ce en raison de querelles politiques nationales entre les chefs des communautés (bosniaque, croate et serbe). Par ailleurs, les ministres ont adopté la stratégie régionale de l'UE pour la Syrie et l'Irak ainsi que pour la menace que constitue l'EIL/Daesh. Cette stratégie prévoit un ensemble de démarches aux niveaux politique et diplomatique, ainsi que des mesures de soutien pratiques : un milliard d'euros seront ainsi consacrés au soutien des forces opposées à Daesh, à la prévention de la contagion régionale et au renforcement des frontières... [Lire la suite](#)

L'Union européenne nomme un nouvel émissaire pour le Proche-Orient



Un nouvel émissaire pour le Proche-Orient a été nommé le 16 mars. Il s'agit de l'italien Fernando Gentilini, actuel directeur pour l'Europe occidentale, les Balkans occidentaux et la Turquie au service diplomatique de l'UE. Ce poste, supprimé par Catherine Ashton dans le but de centraliser les démarches de l'Union européenne, était vacant depuis début 2014 et consiste à œuvrer à la relance du processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Federica Mogherini a annoncé que l'Union européenne cherchait à "faire revivre le Quartet", union des Nations Unies, de la Russie, des Etats-Unis et de l'Union européenne dans le processus de paix israélo-palestinien à l'heure des élections législatives israéliennes... [Lire la suite](#)

BCE :

Inauguration du nouveau siège de la BCE



La Banque centrale européenne (BCE) a inauguré le 18 mars son nouveau siège sur le site de l'ancien marché de gros de la ville de Francfort. Bien que les 2 000 salariés aient investi les locaux dès novembre dernier, Mario Draghi, président de la BCE, n'avait pas encore procédé à leur inauguration. L'architecture peu commune du bâtiment de Frank Stepper (formé de deux tours de 185 m de haut se maintenant droites par le contrepoids de chacune d'elle) évoque la transparence, la lumière et un large espace

de communication à l'intérieur de ses murs. Il transmet le message d'une Europe politiquement et économiquement unie et d'un futur prospère pour ses citoyens... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Angela Merkel reçoit Alexis Tsipras



Alexis Tsipras, Premier ministre grec, était en visite officielle en Allemagne le 23 mars, pour la première fois depuis sa prise de fonction. Il a rencontré la Chancelière allemande, Angela Merkel. Les discussions étaient essentiellement tournées vers la crise de la dette grecque. La Chancelière a rappelé que les discussions menées en petit groupe (France, Allemagne et Grèce) ne peuvent remplacer les décisions de l'Eurogroupe. Toutes les parties prenantes doivent participer aux négociations et ainsi seules les solutions qui "ont été acceptées par l'Eurogroupe" sont valides. Elle a également insisté sur le fait que la Grèce doit se tenir aux décisions qui ont été prises pour sortir de la crise de la dette. Enfin, la Chancelière a rappelé l'importance de garder la zone Euro dans l'état actuel, car le "monde nous regarde lorsque nous négocions les uns avec les autres dans la zone Euro" et "si l'Euro échoue, l'Europe échoue"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Angela Merkel au CEBIT à Hanovre



Le 16 mars, la chancelière allemande Angela Merkel a participé à la cérémonie d'ouverture du CeBIT, le grand salon du marché numérique et des nouvelles technologies à Hanovre. Mme Merkel y a exposé les 10 priorités de l'agenda numérique. Parmi ces priorités: développer les réseaux à haut débit, développer le WiFi public, soutenir financièrement les start-ups, achever le marché numérique européen, ou encore développer les services publics en ligne... [Lire la suite](#)

Danemark :

Accord d'association entre l'Union européenne et le Groenland



Jean-Claude Juncker ainsi que Kim Kielsen et Helle Thorning-Schmidt, Premiers ministres du Groenland et du Danemark, ont signé, le 19 mars, un accord d'association entre l'Union européenne et le Groenland. Cette déclaration commune, qui avait été signée le 27 juin 2006, ne reflétait pas les changements institutionnels qui avaient eu lieu depuis au Royaume du Danemark. Cet accord met notamment en avant les objectifs communs au Groenland et à l'Union européenne de coopérer dans les domaines de la pêche, du tourisme, de la culture, des ressources naturelles, de l'énergie, de l'environnement, de la recherche et de la mobilité des travailleurs. La part du Groenland dans le total des ressources de terres rares est aujourd'hui de 3,44%, mais celle-ci pourrait tripler dans les prochaines années grâce à la mise en place des projets d'exploitation de mines d'or, d'argent, de plomb, de zinc ou d'olivine... [Lire la suite](#)

France :

Le Premier ministre français Manuel Valls en visite à Bruxelles



Le 18 mars, le Premier ministre français Manuel Valls s'est rendu à Bruxelles, où il a rencontré le collège des Commissaires. Le président de la Commission Jean-Claude Juncker et Manuel Valls ont pu échanger leurs points de vue sur la situation budgétaire de la France, la lutte contre le terrorisme, la préparation de la conférence sur le climat à Paris en décembre 2015, mais aussi sur les développements géopolitiques actuels. M. Valls a ainsi promis à M. Juncker que la France tiendrait les objectifs de réduction de son déficit public et a confirmé la poursuite des réformes, tout en prévenant qu'il n'accepterait pas de sacrifier la reprise économique. Jean-Claude Juncker a déclaré qu'il y avait une grande "intersection vertueuse" de vues entre la France et la Commission sur la stratégie économique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Grèce :

Le Parlement grec approuve deux lois pour relancer l'économie



Le 18 mars, le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé devant le Parlement ne pas vouloir revenir sur les promesses faites durant la campagne électorale. Son gouvernement a défié ainsi la Commission européenne, en proposant un projet de loi pour lutter contre la crise humanitaire. Le Parlement, y compris le parti d'opposition de centre-droite, Nea Demokratia, a approuvé les mesures du gouvernement qui devraient

coûter environ 200 millions €. Le 20 mars le Parlement grec a voté, à une large majorité, la loi intitulée "Réglementations pour relancer l'économie", facilitant le règlement des dettes des contribuables à l'Etat et aux caisses de sécurité sociales, qui s'élèvent à des dizaines de milliards d'euros... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Italie :

Rencontre des ministres des affaires étrangères et de la défense français et italiens



Le 21 mars, Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, et Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, ont rencontré leurs homologues italiens, Paolo Gentiloni et Roberta Pinotti, à Caen. Cette réunion en format "2 + 2" a permis d'évoquer les principales questions de l'actualité internationale : préparation du conseil européen des 25 et 26 juin consacré à l'Europe de la défense, situation en Ukraine et en Libye, lutte contre le terrorisme, notamment en Afrique. La coopération bilatérale, y compris dans le domaine de l'armement, a également été évoquée... [Lire la suite](#)

Le Secrétaire général des Nations-Unies en visite à Rome



Le 18 mars, le Secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, était en visite à Rome. Il s'est entretenu avec le Président du conseil italien, Matteo Renzi, et le ministre des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni. Ensuite, il a été reçu au Palais du Quirinal par le Président de la République, Sergio Mattarella. Au centre des discussions, la question libyenne et la nécessité de trouver une solution politique à la crise. Ban Ki-moon a remercié pour le soutien de l'Italie aux efforts politiques et humanitaires des Nations Unies en Libye et pour la contribution italienne aux efforts mondiaux pour lutter contre le terrorisme, notamment en Syrie et en Irak... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Pologne :

Bronislaw Komorowski appelle à un changement de stratégie de l'OTAN face à la Russie



Lors d'une séance du Conseil de sécurité polonais le 18 mars, le président polonais Bronislaw Komorowski a appelé l'OTAN à revoir sa stratégie à l'Est afin de faire face de manière appropriée à la menace russe. Vladimir Poutine s'est en effet accordé le droit d'intervenir de sa propre volonté dans les pays voisins dont la ligne politique serait contraire aux intérêts russes. La Pologne étant directement menacée du fait de sa position géographique, Bronislaw Komorowski considère que l'Occident doit renforcer "son unité et son potentiel de défense". Les élargissements de l'OTAN constituent selon lui la plus grande menace pour la Russie, il a donc insisté sur la nécessité pour l'OTAN de renforcer son front à l'Est... [Lire la suite](#)

Portugal :

Visite du président portugais Anibal Cavaco Silva en France



Le 17 mars, le président de la République française François Hollande a reçu le président portugais Anibal Cavaco Silva. Il s'agit du premier déplacement du président portugais en France depuis 10 ans. La visite a été consacrée essentiellement aux échanges économiques entre les deux pays, mais a aussi permis d'aborder des questions de sécurité, de lutte contre le terrorisme, le problème de la Libye, la conférence sur le climat de décembre 2015 à Paris, ou encore le marché unique de l'énergie, où des interconnexions électriques et gazières entre la péninsule ibérique et l'Europe ont été récemment évoquées... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Roumanie :

Rencontre entre les Présidents ukrainien et roumain



Le Président roumain, Klaus Iohannis, était en visite officielle à Kiev le 17 mars pour rencontrer son homologue ukrainien, Petro Porochenko. Les deux présidents ont décidé d'intensifier la coopération entre les deux pays dans plusieurs secteurs comme le commerce, l'énergie, les transports ou encore l'infrastructure. Le Président ukrainien a remercié la Roumanie pour son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et pour avoir été le premier pays européen à ratifier l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Les chefs d'Etat ont également discuté des questions frontalières et notamment de la Moldavie. Ils souhaitent coordonner leurs actions pour aider à écarter le conflit larvé en Transnistrie et "aider la Moldavie souveraine et

indépendante à regagner son intégrité territoriale et à réintégrer la région de Transnistrie". Enfin, le chef de l'État roumain a manifesté son soutien à l'introduction d'un régime sans visas en Europe pour les citoyens ukrainiens, dans le cadre du Partenariat oriental qui se tiendra à Riga les 22 et 23 mai... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Présentation du budget 2015 du Royaume-Uni



Le 18 mars, le ministre britannique des Finances George Osborne a dévoilé le budget du Royaume-Uni pour 2015, le dernier avant les élections législatives. Avec une croissance à 2,5 % cette année, plus élevée que celle attendue, le ministre a déclaré que " le Royaume-Uni marchait à nouveau la tête haute " après 5 ans d'austérité et que le gouvernement avait atteint ses objectifs fixés en 2010. Le budget comprend notamment une réduction des taxes sur les carburants et les boissons alcoolisées et des aides pour les épargnants et nouveaux acheteurs, ainsi que l'instauration d'un impôt sur les "bénéfices détournés" des multinationales. Par ailleurs, le 17 mars, le gouvernement a annoncé que le salaire minimum serait augmenté de 3 % en octobre (à 6,70 £ de l'heure, soit 9,40 €), sa plus importante hausse depuis 2008... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Turquie :

La Turquie officialise le projet de gazoduc Tanap



La Turquie a officiellement lancé la construction du gazoduc transanatolien Tanap. Ce projet, estimé à 10 milliards d'euros, va permettre d'acheminer le gaz d'Azerbaïdjan vers l'Union européenne à partir de 2018. Bruxelles a offert son soutien à ce projet puisqu'il permettrait de satisfaire 20% des besoins en gaz de l'Union et permet de réduire la dépendance au gaz russe, enjeu majeur en temps de crise géopolitique... [Lire la suite](#)

Ukraine :

Visite du Premier ministre ukrainien à Bruxelles



Arseni Iatseniouk, Premier ministre ukrainien, a rencontré Jean-Claude Juncker à Bruxelles le 19 mars. La stabilisation financière ukrainienne a notamment été abordée, et à travers elle le processus de soutien financier apporté par la Commission européenne à l'Ukraine. Arseni Iatseniouk et Jean-Claude Juncker ont également discuté de la politique à mettre en place contre l'agression russe. Pour le Premier Ministre ukrainien, l'existence des sanctions contre la Russie n'est pas discutable, seule le seraient leur durée et leur extension: "la Russie ne démontre aucune volonté de rendre ses territoires à l'Ukraine". C'est dans cette optique de stabilisation de la région que le Parlement ukrainien a voté, le 18 mars, une résolution demandant à l'Union européenne et à l'ONU "d'envoyer des Casques bleus pour assurer la mise en oeuvre des accords de Minsk". Le Premier ministre ukrainien a également rencontré Donald Tusk, président du Conseil européen, ainsi que son homologue polonaise Ewa Kopacz... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'Ukraine rejoint le programme Horizon 2020 pour la science et la recherche



L'Ukraine a rejoint, le 20 mars, le programme Horizon 2020 afin de travailler avec l'Union européenne dans la science et la recherche. Les entreprises et les chercheurs ukrainiens pourront désormais participer au programme Horizon 2020 à égalité avec ceux des Etats membres de l'Union européenne, à travers la demande de subventions aux PME innovantes, le soutien pour les politiques de recherche scientifique, et la participation à la gouvernance du programme. Il s'agit de la première application concrète du programme provisoire d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Le Commissaire européen à la recherche, à la science et à l'innovation, Carlos Moedas, a rappelé que l'entrée de l'Ukraine dans le programme Horizon 2020 permettrait au pays de relancer son économie, et à l'UE de profiter en retour du "potentiel de recherche et d'innovation prometteur pour l'Europe"... [Lire la suite](#)

Le Parlement ukrainien adopte une résolution accordant plus d'autonomie aux régions de l'est du pays



La Rada, le Parlement ukrainien, a adopté une résolution, le 17 mars, accordant plus d'autonomie aux régions de l'est du pays. Ce document permet la tenue d'élections locales dans les régions contrôlées par les séparatistes pro-russes. Les régions concernées par la mesure correspondent à la ligne de démarcation prévue dans les accords de Minsk. Kiev entend ainsi faire des concessions aux séparatistes pour avancer dans le

processus de paix. La Russie et les séparatistes pro-russes ont immédiatement rejeté le projet de loi. Le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a expliqué la loi "réécrit, en essence, les accords de Minsk, ou dit plus simplement, elle les viole grossièrement". Il a rajouté "Kiev cherche à remplacer des élus officiels par d'autres personnes", en faisant référence aux dirigeants des Républiques autoproclamées de Lougansk et Donetsk. Ces derniers ont affirmé que l'Ukraine refuse la paix et que "Kiev veut détruire le Donbass avec violence et un blocus économique"... [Lire la suite](#)

Islande :

Les Islandais contre la décision du gouvernement de retirer la candidature à l'UE



Quelque 63% de la population islandaise est opposée au retrait de la candidature du pays à l'Union européenne, selon un sondage publié le 20 mars dans le quotidien Frettabladid. Le gouvernement islandais a annoncé le 12 mars le retrait de sa candidature, estimant que "les intérêts de l'Islande sont mieux servis en dehors de l'Union européenne". Mais cette annonce est considérée comme illégale par l'opposition car ni le Parlement ni la population n'ont été consultés. Selon l'enquête d'opinion, 44% des personnes interrogées sont "complètement opposées" à la démarche du gouvernement et 19% "plutôt opposées". 15% y sont "totalement favorables" et 9% "plutôt favorables"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Suisse :

Conclusion d'un accord entre l'Union européenne et la Suisse sur la transparence fiscale



La Commission européenne a conclu, le 19 mars, les négociations avec la Suisse sur un accord historique sur la transparence fiscale, marquant une avancée majeure dans la lutte contre l'évasion fiscale. Cet accord incitera notamment les Etats membres de l'Union européenne et la Suisse à échanger automatiquement des informations fiscales, afin de lutter contre l'évasion fiscale des pays membres vers la Suisse de revenus non déclarés: les Etats recevront notamment les noms, adresses, numéros d'identification fiscale et dates de naissance de leurs résidents disposant de comptes en Suisse... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Lancement du nouveau Plan d'action 2015-2017 pour l'Ukraine



Le 18 mars, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, a lancé avec le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Pavlo Klimkine, le Plan d'action 2015-2017 pour l'Ukraine. Ce programme, qui fait suite au Plan d'action 2011-2014, vise à promouvoir les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit en Ukraine ainsi qu'à aider le pays à respecter les engagements souscrits lors de son adhésion au Conseil de l'Europe en 1995. Thorbjørn Jagland a rencontré les 17 et 18 mars à Kiev les plus hautes personnalités de la sphère politique ukrainienne, à savoir notamment le président Petro Porochenko, le Premier ministre Arseni Iatseniouk, le Président du Parlement Volodimir Groysman et le Ministre des Affaires étrangères Pavlo Klimkine... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains



La Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains sera ouverte à la signature lors d'une conférence internationale organisée par le Conseil de l'Europe qui se tiendra les 25 et 26 mars à Saint-Jacques de Compostelle en Espagne. Cette conférence, qui réunira plus de 200 experts, juges, policiers, professionnels de santé, a pour but d'échanger sur les défis posés par la Convention et d'encourager les États à sa signature. C'est le premier texte qui s'attaque au trafic d'organes humains malgré un phénomène d'ampleur mondiale qui porte atteinte à la dignité et à la santé humaine, considéré aujourd'hui par le Conseil de l'Europe comme un crime... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

OCDE :

Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Le 16 mars, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a publié 9 nouveaux rapports d'examen par les pairs, y compris un rapport supplémentaire de Phase 1 portant sur la Suisse, qui montrent que la communauté



internationale continue de progresser vers la mise en œuvre de la norme internationale d'échange de renseignements sur demande. Notamment, l'OCDE salue les initiatives récentes de la Suisse en faveur de la transparence fiscale, jugées suffisantes pour supprimer ce pays de la liste des juridictions bloquées dans leur processus d'examen par les pairs. Depuis l'adoption du rapport de Phase 1 en 2011, la Suisse a mis en place une nouvelle loi sur l'assistance administrative internationale, qui s'applique à tous les mécanismes d'échange de renseignements. Elle a également mis à jour son réseau de conventions, en signant de nouveaux accords bilatéraux ainsi que la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. A l'heure actuelle, elle dispose de mécanismes d'échange de renseignements avec 127 juridictions. La Suisse remplit enfin les conditions pour passer à la Phase 2, qui sera lancée au second semestre 2015... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Le commerce international de biens excédentaire de 7,9 milliards d'euros



Le commerce international de biens de la zone euro a été excédentaire de 7,9 milliards €, celui de l'Union européenne déficitaire de 10,6 milliards € en janvier 2015. Le commerce intra-zone euro a reculé de 5% en janvier 2015 par rapport à janvier 2014. Les pays ayant les plus fortes balances commerciales sont l'Allemagne (+16,1 milliards), qui devance de très loin les Pays-Bas (+4,8 milliards) et l'Irlande (+3,3 milliards), alors que les pays ayant les plus faibles excédents commerciaux sont le Royaume-Uni (-13,4 milliards) et la France (-5,8 milliards). Le 20 mars, selon les estimations d'Eurostat, le compte des opérations courantes de l'UE, corrigé des variations saisonnières, a enregistré un excédent de 15,8 milliards d'euros en janvier 2015, contre des excédents de 13,1 milliards en décembre 2014 et de 6,4 milliards en janvier 2014... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Nombre record de 625 000 demandeurs d'asile en Europe en 2014



Les demandeurs d'asile dans l'Union européenne auraient atteint le nombre de 625 000 en 2014, soit une augmentation de 191 000 personnes par rapport à 2013 (+44%). Le nombre de demandeurs d'asile syriens, qui était de 50 000 en 2013, a augmenté de 72 000 personnes, pour atteindre le nombre record de 123 000 demandeurs d'asile en 2014. Un tiers des demandeurs d'asile a fait sa demande en Allemagne. Les autres pays ayant enregistré le plus de demandes sont la Suède (81 200, soit 13%), l'Italie (64 600, soit 10%), la France (62 800, soit 10%) et la Hongrie (42 800, soit 7%). Près de la moitié des décisions rendues en première instance ont été positives sur l'année 2014 (ces demandes ayant pu être enregistrées au cours d'années précédentes), dont les premiers bénéficiaires ont été les syriens, avec 66 300 décisions leur ayant accordé un statut de réfugié protégé... [Lire la suite](#)

Le taux d'inflation de l'Union européenne à -0,2% et celui de la zone euro à -0,3%



D'après une nouvelle étude Eurostat publiée le 17 mars, le taux d'inflation de la zone euro a augmenté en février 2015 par rapport à janvier 2015, pour atteindre -0,3% en février contre -0,6% en janvier. Le taux d'inflation de l'Union européenne a augmenté sur cette même période, pour s'établir à -0,2% en février, contre -0,5% en janvier. En février 2014 cependant, l'inflation était de 0,7%, et de 0,8% en janvier 2014. Des taux fortement négatifs ont été observés en Grèce (-1,9%), en Bulgarie (-1,7%) et en Lituanie (-1,5%). Des taux annuels positifs ont été enregistrés en Suède (0,7%), à Malte (0,6%), en Autriche (0,5%), en Roumanie (0,4%) ainsi qu'en Italie (0,1%)... [Lire la suite](#)

Le taux d'emploi en Union européenne en hausse de 0,2%



Une étude Eurostat, datée du 17 mars, rapporte que l'emploi a augmenté de 0,1% dans la zone euro et de 0,2% dans l'Union européenne pour le quatrième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2014. Par rapport au quatrième trimestre de 2013, c'est respectivement de 0,9% et de 1,0% que l'emploi a augmenté. Les pays ayant enregistré les plus fortes hausses en terme d'emploi sont l'Espagne et la Lettonie (+0,7% chacun) ainsi que l'Irlande et la Slovaquie (+0,6% chacun). A l'inverse, le Portugal (-1,4%), Chypre (-0,6%), la Pologne (-0,3%), l'Italie (-0,2%) et Malte (-0,1%) ont enregistré des baisses... [Lire la suite](#)

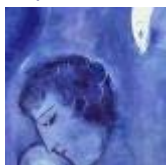
Culture :

Pierre Bonnard à l'honneur au Musée d'Orsay



Jusqu'au 19 juillet 2015, le Musée d'Orsay à Paris présente une rétrospective de toutes les périodes de la création de Pierre Bonnard. Contemporain de Matisse, le peintre appartient à une génération d'artistes qui a succédé à l'impressionnisme. Passionné par l'estampe japonaise et s'inspirant avant tout de Gauguin, son art est essentiellement décoratif, aux couleurs vives et lumineuses. Son pinceau au trait sensible et instinctif fait de Pierre Bonnard un peintre de l'art moderne et un représentant du courant arcadien... [Lire la suite](#)

Exposition "Chagall love and life"



Jusqu'au 26 juillet, le Chiostro di Bramante à Rome accueille une exposition consacrée à Marc Chagall, et en particulier à la dimension intime, privée et spirituelle de l'artiste. Environ 150 œuvres, venant du Musée d'Israël à Jérusalem, racontent à la fois le lien profond entre Chagall et sa première épouse, Bella Rosenfeld, le rapport avec sa ville natale, Vitebsk, et enfin son lien avec le judaïsme... [Lire la suite](#)

Foire d'art à Paris



Le Grand Palais de Paris accueille du 26 au 29 mars 2015 une exposition mettant en avant les arts de Singapour et de l'Asie du Sud-Est. Elle sera enrichie par un programme de conférences et de vidéos conçu par la commissaire Lola Lenzi, spécialiste de la scène sud-asiatique. Cette nouvelle édition d' "Art Paris Art Fair" coïncide avec le lancement du "Singapore Art Festival" qui aura lieu au Palais de Tokyo pour célébrer les 50 ans de l'indépendance de la cité-Etat... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



23 au 26 mars
Bruxelles
Semaine de commissions parlementaires



24 et 25 mars
Riga
Réunion informelle du Conseil des affaires étrangères (Commerce)



26 et 27 mars
Riga
Réunion informelle des ministres chargés de la compétitivité

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Leslie Biaggi, Romain Denninger, Flora Dumont, Noémie Rossi, Francesca Tortorella

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)